



Politique du désajointement : tenir dans ce qui ne tient plus

Ce que nous vivons actuellement ne peut plus être qualifié de « crise ». La violence dégonnée du tableau géopolitique actuel – Gaza, Cisjordanie, Liban, Iran, Ukraine... – signale un désajointement général de l'ordre international, auquel se combine un désajointement écologique, économique, social et politique. Il appelle une politique du désajointement, qui ne promet pas le retour à l'ordre et à la stabilité, mais affirme qu'il est possible d'agir dans un monde instable, de décider sans certitude, de composer sans unité préalable, et de tenir sans se pétrifier ; à un an de l'échéance de la présidentielle, la France Insoumise semble la formation politique la mieux engagée dans cette voie.

Pascal LEVOYER

[Politique](#) 26 mai 2026

L'époque ne se laisse plus décrire en termes de crise. À Gaza, un génocide se déroule sous nos yeux, la Cisjordanie est livrée à une colonisation accélérée, des civils sont bombardés au Liban. L'Ukraine s'enlise dans une guerre d'usure, l'Iran est pris dans une séquence d'affrontements directs avec les États-Unis et Israël, et ailleurs une multitude de conflits prolifèrent à bas bruit. Ce n'est pas une série d'événements disjoints, c'est le signe d'un désajointement¹ général de l'ordre international. Les principes censés limiter la guerre ne contraignent plus rien, les puissances n'éprouvent même plus la nécessité de se justifier autrement que par la force. Le droit subsiste comme langage sans prise. Il ne limite plus les violences, il les accompagne.

Clinique du désajointement global

Ce désajointement n'est pas seulement géopolitique. Il est écologique : les seuils de basculement sont atteints sans qu'aucune inflexion politique ne s'impose. **Il est économique : la rentabilité du capital se maintient quand la croissance s'affaisse, la finance prospère sur sa propre déconnexion d'avec l'économie réelle. Il est social : retour de la pauvreté à des niveaux inédits depuis trente ans, désaffiliation des collectifs qui structuraient les classes populaires, montée d'une épargne défensive qui dit l'anticipation d'un effondrement.** Et il est, surtout, politique.

En France, le pouvoir se maintient par des procédures d'exception devenues ordinaires. Recours répété au 49.3 pour imposer un budget quatre fois renégocié, écartement d'une pétition dépassant sept cent mille signatures contre la loi Yadan, effondrement de la légitimité électorale, popularité présidentielle à 14%. Autant de signes d'un régime qui perd son assise sans disparaître pour autant. Les institutions fonctionnent encore, mais leur principe s'évide. Elles durent par inertie, non par adhésion.

C'est cela, l'interrègne², non un moment de transition ordonnée mais une coexistence instable entre des formes qui persistent et des réalités qui les ont déjà désertées. Les catégories héritées – souveraineté, peuple, représentation, droit – structurent encore les discours mais non plus le monde. Le capitalisme global les a désarticulées en profondeur, subordonnant les décisions politiques à des logiques d'accumulation qui excèdent toute souveraineté. Tout se passe comme si les mots tenaient encore alors que les choses qu'ils désignaient se sont défaites. **Tenir dans ce qui ne tient plus n'est pas espérer le retour d'un équilibre disparu, c'est prendre acte du désajointement et y inscrire l'action. Une telle tenue ne se réduit pas à l'endurance. Elle reconnaît que la justice ne peut être réclamée que depuis l'écart entre ce qui est et ce qui devrait advenir, et que cet écart est précisément le désajointement lui-même. Vouloir réconcilier le monde avec lui-même, par la technique gestionnaire ou par la nation retrouvée, c'est refermer cet écart et supprimer le lieu d'où la justice peut encore se réclamer³.**

Un monde qui fonctionne sans tenir

L'évident n'a pas une cause unique. En France, il prend d'abord la forme politique d'une impossibilité de recomposer un bloc social majoritaire. **Les fractions supérieures de l'ancien bloc de gauche se sont ralliées à un programme de libéralisation économique auquel les fractions populaires opposent une demande persistante de protection sociale et publique. Privées de toute médiation qui pourrait politiser cette dépossession, ces dernières la convertissent en attachement défensif à la nation, à l'autorité et à des frontières plus fermes.** La tentative macronienne d'articuler un bloc bourgeois fédérant les fractions supérieures des deux anciens blocs était structurellement minoritaire dès l'origine, 30% au mieux, et le chaos parlementaire de 2024 à 2026 n'est que la traduction institutionnelle de cette impossibilité.

Deux discours saturent l'espace médiatique. Le premier est le discours gestionnaire du cercle de la raison, qui va des écologistes de gouvernement au Parti socialiste résiduel, de la macronie à la droite extrême d'un Retailleau. Parole d'experts qui substitue le tableau de chiffres à l'analyse, transforme les contraintes politiques en nécessités techniques, parle au nom des marchés et de ce que Bruxelles exige. Elle a l'avantage apparent de la rigueur et le défaut structurel de n'être pas un programme mais un commentaire. Elle ne projette rien, elle adapte. Elle fait passer pour savoir objectif ce qui n'est que l'idéologie d'une fraction sociale minoritaire.

Le second est le discours d'autorité qui tient lieu de programme à l'extrême droite. Il ne s'argumente pas, il s'impose, par la seule position de celui qui le profère. Bardella en offre la figure pure : son ignorance des dossiers n'est pas une faiblesse personnelle, c'est la condition formelle de son autorité. Savoir obligerait à défendre, défendre à argumenter, argumenter à s'exposer à la contestation, à entrer dans un espace où la parole vaut par ses raisons et non par la position qui l'énonce. Sa force tient à la position médiatique qui le diffuse, et cette position exige qu'il n'ait rien à défendre pour pouvoir tout affirmer.

Là où le premier discours produit un savoir qui ne dit rien de la position qui le porte, le second produit une affirmation qui ne porte sur rien. Les deux sont structurellement vides, et leur vacuité est la forme que prend, dans le champ discursif, l'impossibilité matérielle de constituer un bloc majoritaire articulable.

Le risque autoritaire

Face à cette désarticulation, la tentation dominante est restauratrice. Le discours gestionnaire promet la restauration d'un équilibre perdu, le discours d'autorité celle d'une souveraineté identifiable et d'un peuple débarrassé de ce qui le déborde, et la gauche elle-même n'échappe pas à la nostalgie d'un compromis social-démocrate ou d'un parti central fédérateur. Or les bases sur lesquelles reposaient ces formes ont été altérées en profondeur par la financiarisation, la fragmentation du travail, l'individualisation des trajectoires, la crise écologique. Vouloir les restaurer, c'est les transformer en simulacres. Les héritiers autoproclamés, disait à peu près Bensaïd lisant Derrida, sont toujours des propriétaires, et la propriété est précisément ce qui empêche un héritage de vivre⁴. Le geste restaurateur ne conserve rien, il momifie : un héritage ne survit qu'à condition d'être repris autrement, déplacé, parfois trahi par fidélité à ce qu'il rendait possible. À mesure que les promesses de restauration échouent, elles ouvrent la voie à des formes de pouvoir qui n'ont plus besoin de feindre la continuité avec ce qu'elles prétendent restaurer.

Ce vide n'est pas neutre. Il appelle des formes de pouvoir adaptées à son instabilité. Johann Chapoutot l'a rappelé, le moment où une hégémonie ne parvient plus à se constituer est le terrain historique du fascisme. Lorsque la médiation devient impossible, la décision se détache du consentement. Elle s'impose d'abord comme nécessité technique, puis, l'habitude prise, elle assume sa nature de projet politique. Le moment technocratique est la propédeutique du moment autoritaire. Quand Weimar bascule au tournant des années trente, ce n'est pas parce que le pouvoir s'est effondré, c'est parce que l'usage systématique de l'article 48 avait déjà banalisé la décision sans consentement, avant que l'extrême droite ne récupère un régime déjà rodé à la décision autoritaire.



Photo : Raphaël Schneider

L'analogie française n'est pas une prédiction mais une indication structurelle. Les forces fascisantes n'ont pas besoin de détruire les institutions, il leur suffit de les investir. Ce qui rend le Rassemblement national dangereux ne tient pas seulement à son contenu programmatique, déjà explicite sur l'immigration, la préférence nationale, la remise en cause de l'État de droit. Le danger propre tient à ce qu'il s'apprête à hériter d'un régime de décision dont il n'aura plus qu'à reprendre les rails, et à ce que son programme identitaire trouverait dans cet appareil les moyens d'une effectuation que les garde-fous démocratiques auraient déjà cessé de contenir.

Le danger tient aussi à ce qui rend cet appareil désirable. À la désarticulation matérielle, il offre une réponse symbolique, un peuple retrouvé, une nation refermée, une souveraineté ressaisie. La promesse est structurellement intenable, mais l'intenabilité n'est pas une protection, elle donne au pouvoir le temps que la déception se transforme en ressentiment qu'il faudra détourner vers de nouveaux ennemis. Les dispositifs rodés par le macronisme lui sont livrés clés en main, gouvernement par décret, usage routinier du 49.3, normalisation de l'exception administrative. Il n'aura plus qu'à en changer la tête et à en durcir l'emploi.

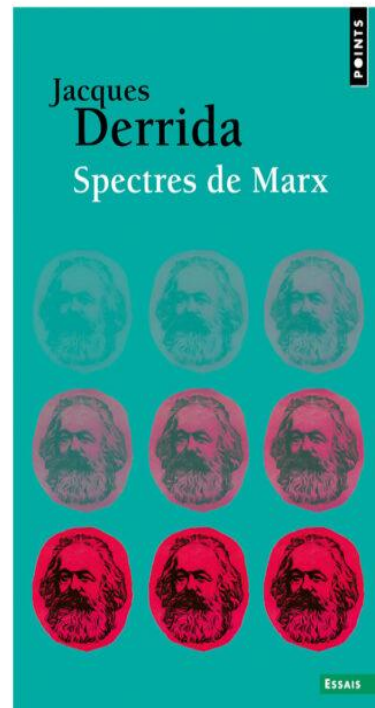
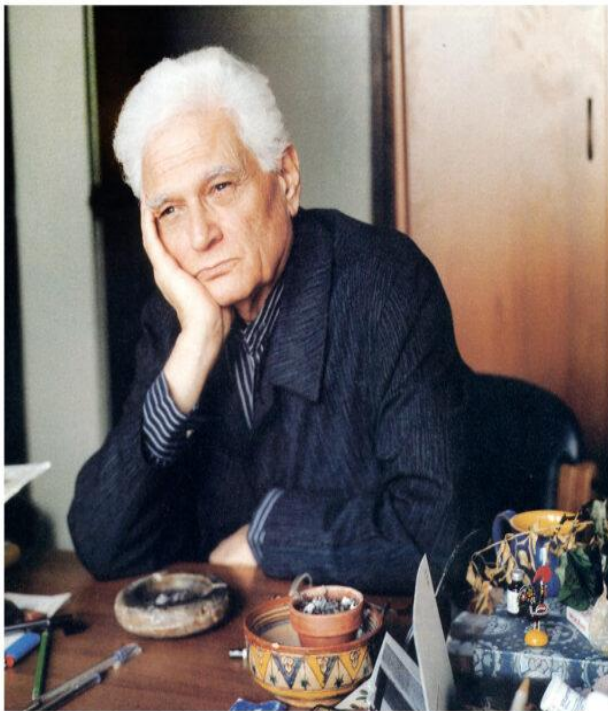
Décider sans garantie

On ne peut plus demander comment restaurer un ordre perdu ; il faut demander comment agir dans un monde qui ne tient plus. Agir, ce n'est pas recomposer une unité disparue, c'est intervenir dans la disjonction même, sans la nier ni s'en réjouir. Une politique du désajointement n'est pas une option parmi d'autres. Elle est la seule forme de politique d'émancipation qui reste possible dans la configuration présente, les autres étant régressives, spectrales, ou les deux à la fois.

Cette lucidité ne rend pas l'action impossible, elle la rend plus exigeante. La décision change de régime. Elle cesse d'être la mise en application d'un ordre supposé préexistant pour

devenir l'acte qui produit sa propre validation dans l'effectuation. On décide sans garantie, ce qui n'est pas décider moins, c'est décider davantage, puisque la décision ne s'adosse plus à un fondement qui la dispenserait de s'assumer comme telle.

Décider sans garantie, c'est décider au sens fort du mot, qui chez Derrida est inséparable d'une interruption, d'une césure dans le cours ordinaire de l'histoire. Il n'y a pas, écrit-il, de décision digne de ce nom qui ne soit par essence révolutionnaire, non au sens d'un programme insurrectionnel mais au sens d'une rupture de la continuité que prétendent imposer les ordres qui se passent de décision en se réclamant de la nécessité. Le pragmatisme gestionnaire est précisément cette suppression de la décision au profit de l'ajustement technique, ajointement permanent qui se présente comme évidence. Le décisionnisme autoritaire en est la fausse contrepartie, il prétend trancher mais vise en réalité le réajointement par la souveraineté retrouvée, le peuple uni, la nation refermée. Aucun des deux n'interrompt rien, l'un parce qu'il ajuste sans cesse, l'autre parce qu'il restaure. La décision dont il est ici question est d'un autre ordre, elle assume l'écart qu'elle ouvre et tient l'interruption comme exigence.



Il faut distinguer ici garantie et rationalité. La garantie, dans la tradition moderne, était métaphysique. Elle adossait l'action politique à un ordre extérieur qui la justifiait d'avance : sens de l'histoire, sujet révolutionnaire déjà constitué, consistance supposée d'un peuple déjà là. Ce qui s'effondre dans l'interrègne, c'est la crédibilité de ces garanties, non la rationalité qui pouvait exister par ailleurs. La rationalité stratégique procède d'une analyse matérielle des rapports de forces, immanente à la situation qu'elle analyse, révisable en fonction de ses effets.

L'acte qui correspond à cette rationalité tranche sans savoir préalable garanti et produit rétroactivement sa vérité par ses effets. Il n'est pas vrai parce qu'un ordre extérieur le justifierait ; il le devient dans la mesure où il parvient à faire exister la situation qu'il anticipait. Ce n'est pas le décisionnisme du chef, qui est la structure du discours d'autorité à

l'extrême droite, assertion sans analyse. Ce n'est pas davantage le pragmatisme gestionnaire, qui est la structure du discours macronien, ajustement sans projet. C'est un acte qui mobilise une analyse matérielle des rapports de forces et assume l'écart entre l'analyse et son effectuation comme le lieu propre du politique. Un tel acte n'est possible que pour les formations qui disposent d'un programme articulé, lequel rend l'analyse possible et permet d'en mesurer après coup l'écart avec ce qui a été produit. Sans cela, on ne peut que gérer ou asséner.

Composer plutôt que rassembler

Dans un monde fragmenté, la politique ne peut plus reposer sur l'agrégation stable d'un bloc social homogène. Elle doit inventer des formes de composition plus souples, qui rendent possible la coexistence active de positions différentes plutôt que la production d'une identité commune. Non unifier mais articuler, non résoudre les écarts mais les rendre opérants. Il s'agit non de fondre les singularités dans un signifiant unifiant mais de les articuler par reconnaissance de ce qu'elles occupent une même position dans l'ordre social, sans avoir à se confondre. La disjonction y opère par son maintien, non par identification.

Concrètement, une organisation qui articule syndicalistes, militants écologistes, habitants des quartiers populaires, féministes, agriculteurs en lutte, ne peut prétendre que ces positions convergent spontanément. Le rapport au travail, au territoire, à l'institution, diffère selon la place occupée dans le champ social. La politique de rassemblement classique traitait ces différences comme des obstacles à neutraliser par un mot d'ordre unifiant : « la classe », « le peuple », « la gauche ». La composition fait l'inverse, elle tient les différences comme matière. Elle ne se constitue pas par identification à une figure extérieure unifiante – étranger, élite, ennemi du peuple – qui fournirait par projection l'unité que les positions ne peuvent se donner d'elles-mêmes. Son antagoniste est structural, non imaginaire. Elle fait apparaître que ces positions sont produites par un même ordre, le capital financiarisé et l'État qui s'en fait l'agent, et qu'elles y occupent une même place de dépossession dont la fragmentation apparente masque la structure. Les acteurs ne demeurent pas identiques à eux-mêmes dans ce processus, ils se modifient au contact des autres positions. L'écart entre elles n'est pas un obstacle à dépasser vers une synthèse supérieure. La condition qui leur est commune n'existe pas comme un socle préalable que les écarts viendraient masquer, elle n'apparaît comme partagée qu'à travers les positions concrètes qui en sont les modes différenciés. L'effacement des écarts au nom de ce qui serait commun ne produit pas une unité plus profonde, il produit une abstraction qui ne correspond plus à aucune expérience et ne peut plus mobiliser personne.

La conséquence organisationnelle est précise. Le parti de type ancien supposait une base sociale stable, conditions d'un monde où l'organisation matérielle du travail et de la vie stabilisait les positions. Dans le monde spectralisé produit par le capital financiarisé, la forme parti produit mécaniquement de la fossilisation. La forme mouvement n'est ni une alternative ni un pis-aller, elle est le mode d'héritage non propriétaire de la forme parti dans une conjoncture où celle-ci ne peut plus être possédée. Cette plasticité n'exonère pas la composition d'une exigence de durée. Sans un tissu de pratiques et de médiations qui sédimente l'expérience par-delà les conjonctures, l'articulation se défait dans la métonymie électorale. La composition exige une double inscription, dans la durée d'un travail patient et dans la saisie d'occasions qui ne se commandent pas.

C'est dans cette tension qu'il faut comprendre ce que la France insoumise tente aujourd'hui. Non comme forme achevée de la politique de composition, mais comme lieu où s'amorcent certaines de ses conditions, dans une tension entre un travail réel d'articulation des positions – fabrique collective du programme, rôle de l'Institut La Boétie, attention aux demandes différenciées – et une machine électorale centralisée qui vise la conquête du pouvoir exécutif. Les critiques récurrentes sur son césarisme supposé prennent un pôle de cette tension pour le tout.

Le temps de la décision

Reste la difficulté temporelle. Pourquoi agir maintenant plutôt que plus tard ? La rationalité matérielle explique pourquoi une décision peut être rationnelle sans garantie, elle n'explique pas pourquoi certains moments se prêtent à la décision et d'autres non.

Deux figures héritées de l'Antiquité aident à penser. Le devin annonce ce qui adviendra nécessairement, sa parole produit la stupeur ou la résignation, jamais la décision ; le prophète annonce ce qui adviendra si rien ne change⁵. Tout l'opérateur tient dans ce conditionnel, qui présuppose la liberté de ceux à qui il s'adresse et énonce un futur dédoublé, celui qui adviendra si rien ne change, celui qui peut advenir autrement si la conditionnalité est saisie.

Le catastrophisme collapsologique fonctionne, dans sa version dominante, selon la logique du devin. L'effondrement y est annoncé comme quasi inéluctable, seules restent variables la modalité et le calendrier. Cette saturation du présent par l'urgence permanente est elle-même un mode d'actualisme, une réduction du temps à la pure actualité, parfaitement compatible avec la logique temporelle du capital financiarisé qui forclôt tout temps long non immédiatement liquidable. L'urgence collapsologique produit paradoxalement une temporalité homogène à celle qui a engendré la catastrophe qu'elle annonce. Le programmatisme classique fonctionne selon la logique inverse mais symétriquement défailante de la garantie, supposant la stabilité des médiations politiques que la conjoncture a rendues impossibles.

La position prophétique tient la corde entre ces deux chutes. Elle maintient que la décision reste possible, que le futur reste conditionnel, mais que cette conditionnalité même impose une urgence puisque le *kairos* se ferme s'il n'est pas saisi. La composition n'a pas besoin d'être consolidée avant le moment décisif, elle produit sa propre consolidation par l'acte même qui le saisit. Ce qui ne signifie pas que la saisie du *kairos* puisse se passer du travail dont elle est la saisie. Un événement sans tissu se dissipe aussi vite qu'il a surgi, un tissu sans événement entretient une présence qui ne risque rien et ne transforme rien.

Cela éclaire ce que peut la configuration qui se profile pour 2027. La campagne présidentielle n'est pas une parenthèse institutionnelle dans un travail politique qui se ferait ailleurs. Elle est un moment propre de lutte, un *kairos* offert à la composition qui se serait patiemment construite. L'opposition entre campagne et mouvement social reproduit la vieille partition entre l'institutionnel et le social qui condamne à l'insignifiance. Sans la saisie du moment, la composition se défait en dispersion qui se protège de la défaite en renonçant à la victoire. Avec elle, elle trouve l'acte qui peut la vérifier.

La singularité de la conjoncture tient à ce que le champ spectralisé rend activables des dynamiques qu'aucune formation ne possède en propre : remobilisation d'une fraction abstentionniste des classes populaires, ralliement défensif d'une fraction du bloc bourgeois

qui préfère l'État de droit à l'autoritarisme, recomposition patriotique induite par le trumpisme⁶. C'est à cette configuration que correspond ce que la France insoumise a construit depuis 2017, un programme articulé comme rupture économique et bifurcation écologique, une stratégie qui assume l'activation conjoncturelle plutôt que la consolidation préalable, une forme organisationnelle qui hérite sans propriété de la tradition du mouvement ouvrier, et une capacité à décider au sens fort de l'acte. Ces choix ne sont pas infaillibles, ce sont des actes, et leur vérité se jugera dans leurs effets. Que la conquête du pouvoir exécutif advienne n'est pas la certitude vers laquelle tendrait le raisonnement, c'est précisément l'acte sans garantie qui vérifierait la composition en la produisant, et qui transformerait le *kairos* en événement.

Ce qui est en jeu

Une politique du désajointement ne promet pas le retour à l'ordre. Elle ne garantit pas la stabilité. Elle affirme qu'il est possible d'agir dans un monde instable, de décider sans certitude, de composer sans unité préalable, de transformer sans fondement assuré, de tenir sans se pétrifier.

Face à elle dominent deux formes vides de la parole politique. La nostalgie d'un ordre perdu, sous la forme du commentaire gestionnaire ou de l'assertion autoritaire, qui ne propose aucun programme mais seulement une position énonciative. Et le renoncement à toute transformation, qui s'habille en lucidité mais n'est que l'autre nom de la soumission à ce qui vient. L'une et l'autre confondent l'interrègne avec une parenthèse, et se demandent quand il finira, alors que la question est ce qu'on y fait.

Tenir dans le désajointement n'est pas une position confortable. C'est la condition, aujourd'hui, de toute politique qui ne se contente pas d'accompagner la désagrégation du monde. Dans le champ politique français, la France insoumise est la formation qui s'y est le plus nettement engagée, avec les tensions et les risques qu'un tel pari suppose. Ce n'est pas la certitude d'un aboutissement, c'est l'hypothèse d'un acte dont la vérité ne se mesurera qu'à ses effets. C'est, dans les mois qui viennent, la condition de tout geste politique qui pourra encore mériter ce nom.

Pour prolonger

- [Qui a porté Hitler au pouvoir ? \(Aux sources avec Johann CHAPOUTOT, février 2025\)](#)
- [Pourquoi Mélenchon va gagner en 2027, texte de Manuel CERVERA-MARZAL \(décembre 2025\)](#)

-
1. **La notion de désajointement — et de disjointement, disjointure — élaborée par Jacques Derrida dans *Spectres de Marx* (Galilée, 1993) à partir de *Hamlet* (« The time is out of joint »), ne désigne pas un défaut à corriger mais la condition même du temps historique. Elle engage une pensée de la décision comme interruption, que Derrida, dans *De quoi demain...* (avec Élisabeth Roudinesco, Fayard/Galilée, 2001, p. 138), pose explicitement comme révolutionnaire : « *Je crois à la révolution, c'est-à-dire à une interruption, à une césure radicale dans le cours ordinaire de l'Histoire. (...) Il n'existe pas de responsabilité éthique, d'ailleurs, ni***

de décision digne de ce nom qui ne soit, par essence, révolutionnaire. »

L'interrègne contemporain est le moment où ce désajointement devient pleinement visible, et où la décision qu'il appelle ne peut plus être différée sans ouvrir la voie aux pires recompositions. ↩□

2. La notion est empruntée à une formule célèbre d'Antonio Gramsci, *Cahiers de prison* (Cahier 3, §34) : « *La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés* ». L'interrègne ne désigne pas une transition ordonnée vers un nouvel équilibre, mais un temps suspendu où l'hégémonie ancienne s'effondre sans que la suivante parvienne à se constituer, et où prolifèrent les phénomènes de décomposition politique. Sa puissance conceptuelle tient à ce qu'il nomme un intervalle dont l'issue n'est pas prédéterminée et où la forme même du politique est en jeu. ↩□
3. Cf. Jacques Derrida, *Force de loi* (Galilée, 1994). Derrida y distingue le droit, calculable et déconstructible, et la justice, qui ne se confond avec aucun ordre donné et demeure en excès sur lui. La justice n'est pas un idéal régulateur situé à l'horizon d'une attente patiente, elle est à venir, ce qui veut dire qu'elle presse depuis l'écart entre ce qui est et ce qui réclame d'avoir lieu, et que le moment de la décision juste est toujours d'urgence et de précipitation. La résorber au nom d'une réconciliation, gestionnaire ou identitaire, c'est refermer la dimension même depuis laquelle elle peut être réclamée. ↩□
4. Daniel Bensaid, « Spectres et messies. Politiques de Derrida », communication au colloque de Mexico, 26 octobre 2005, en ligne sur danielbensaid.org : <https://danielbensaid.org/spectres-et-messies-politiques-de-derrida/> ↩□
5. Daniel Bensaid, « Spectres et messies. Politiques de Derrida », op. cit. La distinction y est posée ainsi : « *Ce messianique sans messie renoue avec la figure antique du prophète, radicalement distinct du devin. Alors que ce dernier annonce ce qui va nécessairement arriver, la prophétie est toujours conditionnelle : "si..., alors..."* ». Elle annonce, pour pouvoir la conjurer, la catastrophe qui se produira si les choses continuent comme elles vont. Elle illustre en cela une forme précoce de raison stratégique et un sens de la décision kairotique. » ↩□
6. Manuel Cervera-Marzal, « Mélenchon au second tour : les chances de la victoire », Hors-Série : <https://www.hors-serie.net/melenchon-au-second-tour-les-chances-de-la-victoire/> ↩□